

TORNATA DEL 20 DICEMBRE 1851

PRESIDENZA DEL PRESIDENTE BARONE MANNO.

SOMMARIO. *Atti diversi — Discorso del senatore Della Torre per sviluppare una sua proposta, per dichiarare provvisoria la legge sul reclutamento dell'armata di terra — Risposta del relatore della Commissione — Presentazione dal ministro delle finanze di due progetti di legge concernenti: il primo, la convenzione postale colla Spagna; il secondo, la convenzione tra il Governo ed il municipio di Torino circa il dazio di consumo e la cessata bannalità dei molini — Seguito della discussione sul progetto di legge concernente l'armata di terra — Proposta di un paragrafo addizionale all'articolo 16 già votato, del senatore Alfieri — Adozione del medesimo, e degli articoli 160, 161 e 162 — Modificazione proposta dal senatore Giulio al paragrafo 2 dell'articolo 163 — Discussione che ne risulta — Reiezione della medesima — Approvazione dei 4 paragrafi dell'articolo — Aggiunta del senatore Alfieri — Adozione della medesima, di questo e dei successivi articoli sino al 166 — Aggiunta del senatore Pallavicini all'articolo 167, rigettata — Adozione dell'articolo 167 sino al 171 — Aggiunta del senatore Colli all'articolo 171 — Discussione sulla medesima — È rigettata — Approvazione dell'articolo 172 — Articolo addizionale del ministro della guerra — Discussione e approvazione del medesimo.*

La seduta è aperta alle ore 2 e 3/4 pomeridiane.

QUARELLI, segretario, dà lettura del processo verbale dell'ultima tornata, che viene approvato.

ATTI DIVERSI.

PRESIDENTE. Do conoscenza alla Camera della risposta fattami dal senatore Profumo, da Parma.

CERRARIO, segretario, legge la lettera.

PRESIDENTE. La dimanda contenuta in questa lettera essendo della stessa natura di quella del senatore Calaldi, per la quale il Senato ha già deliberato che se ne facesse trasmissione alla Commissione per ciò stabilita, perciò io propongo egualmente che se ne faccia la trasmissione alla stessa Commissione, perchè questa faccia un rapporto sulla medesima, e deliberi in qual modo il Senato debba comportarsi riguardo a quelli che allegano una scusa per tutta la Sessione.

Il signor maresciallo Della Torre avendo chiesta la parola, io gliela accordo.

MOZIONE DEL SENATORE DELLA TORRE PER LA PROVVISORIETÀ DELLA LEGGE SUL RECLUTAMENTO DELL'ARMATA DI TERRA.

DELLA TORRE. Messieurs, ayant été privé, à cause de ma mauvaise santé, de l'honneur d'assister à vos dernières séances, je ne sais pas si ce que je vais dire se lie bien avec ce que, peut-être, a déjà été délibéré par vous; mais ma proposition se réduit à un fait simple, et si vous me le permettez, je lui donnerai ensuite quelques développements.

Je propose donc que notre loi actuelle sur la levée ne soit considérée que comme une loi provisoire, et que nous attendions, pour faire une loi définitive, que nous sachions bien quelle sera l'organisation future de l'armée, sa force,

sa composition et sa division en différentes catégories. Il me paraît que c'est-là ce qui doit faire la base d'une vraie loi sur la levée, car dans une loi pareille, il doit y avoir des indications qui classent les hommes comme ils doivent être classés ensuite dans l'armée. Je vous soumetts cette base dès maintenant parce que c'est le but principal, que nous ne faisons rien que de provisoire, puis que tout est provisoire encore en ce qui regarde l'armée; mais dès que je parle d'armée organisée, vous me permettez d'entrer dans quelques détails à ce sujet; peut-être cette discussion viendrait plus à propos à l'occasion de la loi sur l'organisation de l'armée; mais je ne suis pas certain d'être présent à cette époque; du reste, je crois que rien ne presse pour donner à l'armée une nouvelle organisation; c'est une des choses qui, je crois, résulteront de mon discours.

Il y a deux choses sur lesquelles nous sommes à peu près tous d'accord, c'est que nous ne pouvons pas en temps de paix entretenir le nombre de troupes nécessaires pour jouer un rôle convenable pendant la guerre; et qu'il nous faut en conséquence deux espèces de troupes, les unes à peu près permanentes, et si cela était possible, complètement permanentes, tandis que les autres seront des troupes auxiliaires, de réserve, provinciales, comme vous voudrez les appeler; mais, dans l'organisation il est cependant important de définir ce que sera la troupe de ligne, ce que seront les autres troupes; c'est à cet égard que je vais dire quelques paroles.

Je sais que l'on a dit hier que le soldat pourra être astreint à rester cinq ans sous les armes; dans la cavalerie c'est presque indispensable, mais dans l'infanterie c'est impossible, parce que de longtemps nous n'aurons des finances qui nous permettront d'entretenir sur pied, en temps de paix, un nombre de troupes aussi considérable.

J'ai l'intime conviction que de longtemps nous ne pourrions avoir un budget de la guerre supérieur à celui que nous avons avant 1848. Jamais ce budget ne dépassera la somme de trente millions, quelquefois même nous serons forcés de nous contenter de sommes moindres encore.

Il faut nous rappeler qu'avant d'avoir à notre disposition un sou de revenu, nous devons payer trente-deux ou trente-trois millions de dette, et en conséquence notre revenu total ne s'élèvera jamais à 70 millions quoique l'on ait à présent des prévisions plus heureuses. Mais l'événement prouvera l'exactitude de mes calculs. Nous sommes pour longtemps dans une situation de finances très-étroite; voilà la vérité dont nous devons nous convaincre et qui doit servir de base à toutes nos délibérations, à toutes nos résolutions.

Messieurs, je crois que personne ne la contestera sérieusement; mais, en entrant dans l'organisation de l'armée, je rencontrerai plus d'une contestation; je n'y attends, et j'essayerai, autant qu'il dépendra de moi, de répondre d'avance aux objections qui pourraient m'être faites. Je vous ai parlé du système provincial; j'y tiens par la raison que c'est le plus économique et que nous avons besoin de faire de grandes économies.

Dans cette assemblée, il ne se trouve que deux personnes qui connaissent par expérience ce système, et n'a guère, j'étais même le seul qui le connaît. La force de nos anciens régiments provinciaux était ordinairement de douze cents hommes, divisés en deux bataillons, formés chacun de six compagnies de cent hommes l'une. Sauf le temps des revues qui était de huit à quinze jours par année; ces hommes restaient dans leurs foyers et se livraient à leurs travaux habituels.

Quelquefois le Gouvernement voulait donner une garnison à la ville chef-lieu; alors on y envoyait une compagnie; chaque compagnie y venait tour à tour faire un mois de service, les provinciaux étaient dans ce cas traités comme la troupe de ligne. Ces cas-ci, messieurs, étaient rares; par contre, les provinciaux avaient souvent des services locaux, qui alors étaient à la charge ou de la province ou des communes. Quand dans une province il se trouvait une commune dans laquelle se tenait un grand marché qui s'appelait foire, et que la province désirait protéger ce marché au moyen de la force armée, on y destinait une compagnie; quarante ou cinquante hommes veillaient au maintien de l'ordre sur la foire même, le reste faisait des patrouilles sur les grandes routes qui y aboutissaient, afin d'assurer la tranquillité.

Vous savez de plus, à combien de déprédations sont maintenant exposées les propriétés rurales dans le moment des vendanges, des moissons et de la coupe des bois; alors de semblables désordres étaient immédiatement réprimés, car il y avait dans chaque village une petite force militaire; les autorités de quatre ou cinq villages se concertaient entre elles; les syndics se réunissaient; s'il y avait un officier sur place, on s'adressait à lui, ou au commandant de la province qui députait un officier; les sergents et caporaux étaient sous la main; alors on faisait des battues, des patrouilles, et les déprédations traquées et saisis étaient bientôt livrés à la justice. Il en résultait que l'habitude des déprédations ne pouvait s'établir avec ce système.

Vous savez aussi, messieurs, que nos provinces sont tour à tour infestées par des bandes de voleurs; ce grave inconvénient ne pouvait exister alors; car dès qu'une bande de voleurs apparaissait dans une province, le commandant donnait l'ordre de l'armement des contingents de chaque village; les officiers présents dans la province en prenaient le commandement; une battue générale avait lieu, et la bande, enveloppée de toutes parts par des forces militaires, ne tardait pas à être prise ou dispersée.

Il y a plus, messieurs, dans les cas d'incendies, dans les cas de fortes querelles de village à village, vous savez com-

bien une force militaire toujours présente contribue à empêcher que les désordres ne deviennent graves!

Messieurs, je viens de vous parler des services que les troupes provinciales pouvaient rendre en temps de paix; je vous ferai observer ici en passant que la différence d'entretien entre la troupe de ligne et la provinciale était énorme; cinq ou six mille hommes de la ligne coûtaient plus en temps de paix que vingt-cinq à trente mille hommes de troupes provinciales. En temps de guerre, ce système avait un avantage unique, mais je le crois décisif, car dans l'espace de huit jours toute l'armée pouvait être sous les armes, et dans l'espace de quinze jours, elle pouvait être réunie sur tel point de la frontière que l'on jugeait convenable soit pour l'attaque, soit pour la défense.

On fait deux critiques principales au système dont je viens de vous exposer les avantages: d'abord, on dit que les soldats provinciaux étaient trop peu instruits pour être d'une grande utilité pendant le cours de la première campagne; et, en second lieu, on objecte que les provinciaux étaient peu propres aux guerres d'invasion. J'admets la première objection, quant aux sous-officiers et soldats; car pour les officiers, déjà alors, ils sortaient tous de la ligne, infanterie, cavalerie, artillerie et même génie; ils pouvaient tous entrer dans les provinciaux; seulement ceux qui sortaient des armes spéciales devaient préalablement servir pendant un temps déterminé dans l'infanterie de ligne. Mais à présent, mêmes à l'égard des sous-officiers et soldats, l'inconvénient que l'on avait remarqué n'existerait plus, parce que chaque nouvelle levée doit passer un an sous les armes; ligne et provinciaux reçoivent tous la même instruction, et sont, par conséquent, également propres à la guerre d'invasion. Au reste, même avec le système ancien nous avons fait des guerres d'invasion; rappelez-vous que le roi Charles a porté ses glorieux drapeaux jusqu'à Rimini, et qu'il a tenu longtemps l'armée espagnole en échec; rappelez-vous, en d'autres circonstances, l'occupation de Crémone, et la longue défense du Bas-Oglio, enfin la bataille de Guastalla! Tous ces faits sont des faits agressifs; et le roi Victor, son père, avait fait, cinquante ans auparavant, une guerre d'invasion en Dauphiné et en Provence; mais, les mêmes armées qui, sous ces deux règnes, avaient combattu glorieusement au-dehors, combattaient aussi vigoureusement sur notre propre territoire; il y a plus: elles ont soutenu des revers sans se décourager ni se dissoudre. Souvenez-vous la bataille de l'Olmo! Nous voulions délivrer Coni; notre armée fut battue, mais elle ne se retira que jusqu'à Drosero; là elle garda un aspect menaçant, et quelques jours après, l'armée française se détermina à lever le siège et à repasser les Alpes.

Je pourrais vous citer bien d'autres faits encore, pour vous prouver que, même avec la formation ancienne, notre armée a toujours combattu avec vigueur. Je me bornerai à vous parler de notre lutte de cinq ans dans les Alpes. Voyez quelle alternative de succès et de revers! Beaucoup de positions ont été perdues et reconquises quelquefois dans la même journée; cette lutte se termina, il est vrai, par un grave revers; mais, à cette dernière campagne, nous avions pour adversaire ce grand capitaine que la Providence destinait à parcourir en vainqueur toutes les contrées de l'Europe.

Vous voyez donc, messieurs, que l'objection que l'on a faite relativement à la guerre d'invasion n'est pas fondée; car vous savez, messieurs, que nous avons soutenu, malgré une alternative de succès et de revers, des guerres de sept et huit ans.

Maintenant, messieurs, je vais examiner notre formation

actuelle, savoir, celle où la force auxiliaire vient individuellement s'unir, ou, pour mieux dire, se fondre dans ce que nous appelons l'armée permanente. Or, habituellement, cette armée permanente, sauf le très-petit nombre de soldats vraiment permanents, était formée par la levée de l'année; les contingents venaient successivement s'y joindre; mais pour prévenir l'encombrement des routes, et donner le temps de réparer les habillements et les armes, pour établir la comptabilité, nous devons compter au moins, entre l'appel d'un contingent et l'appel d'un autre, une perte de dix à quinze jours; il faudra donc environ deux mois et demi pour rassembler l'armée, et au moins quinze jours encore pour que les chefs, généraux, colonels, majors, capitaines, sergents et caporaux prennent une certaine habitude du maniement de forces quadruples de celles qu'ils avaient jusque-là sous leurs ordres. Observez encore, messieurs, que, vu les fréquentes mutations qui ont lieu dans le corps des officiers, la multitude des nouveaux arrivants ne connaîtra pas ses officiers, et ceux-ci ne connaîtront pas non plus tous ces nouveaux venus. Ceci, messieurs, est un très-grave inconvénient à la guerre. D'après ce que je viens de dire sur le temps nécessaire pour réunir l'armée, il se présente une importante observation: aurons-nous toujours trois mois de temps pour nous préparer à la guerre? Et si on nous attaque au moment où nous faisons l'appel des contingents, quelle résistance pourrons nous opposer? Cet inconvénient, messieurs, m'a toujours singulièrement frappé; je prie les militaires d'y penser sérieusement.

Nous avons, en 1848, franchi le Tessin, nous sommes arrivés au Mincio; mais, arrivés à ce fleuve, nos généraux les plus expérimentés ont conseillé de faire une halte de quelques semaines, afin de donner à notre nouvelle armée le temps nécessaire pour prendre un peu de solidité avant de passer le Mincio et d'entreprendre des opérations sérieuses. Messieurs, ce retard indispensable a peut-être décidé de l'issue finale de la campagne! En attendant, que pensez-vous, messieurs, d'une organisation qui, dans un petit pays comme le nôtre, nous oblige d'employer trois mois pour rassembler l'armée, et qui, au milieu de nos succès, nous force de nous arrêter quelques semaines pour lui donner l'ordre et l'ensemble qu'elle n'a pas encore? Je sais qu'après notre invasion nous avons eu plusieurs combats partiels très-brillants, notamment ceux de Pastrengo et de Goïto. Je conçois que, d'après cette série d'opérations heureuses, plusieurs de nos militaires pensent que l'organisation avec laquelle nous avons obtenu de pareils résultats n'est pas défectueuse; mais cette considération perdra beaucoup de sa valeur, si vous observez les conditions de l'armée ennemie au moment où nous l'avons assaillie. Elle avait, il est vrai, plusieurs généraux expérimentés; le chef de cette armée joignait à une expérience consommée dans toutes les parties de la guerre, une fermeté de caractère que les événements les plus funestes ne pouvaient ébranler; on pouvait donc craindre, de sa part, quelques-unes de ces combinaisons d'ensemble soudaines qui décident, en un jour, du sort d'une campagne. Mais, messieurs, au moment où nous passâmes le Tessin, Milan était déjà en armes, la Lombardie était soulevée, les garnisons autrichiennes n'avaient plus de communications entre elles, les courriers, les ordonnances étaient interceptés; joignez à cela des désertions assez nombreuses qui se manifestaient dans les troupes italiennes, et qui pouvaient faire redouter une défection générale; enfin les nouvelles accablantes de l'empire, Prague, Vienne révoltées, la Hongrie soulevée, l'empereur prisonnier, etc. Dans un tel état de choses, il ne

restait à l'ennemi qu'un parti à prendre, c'était de jeter des garnisons dans les places, et de se concentrer à Vérone avec les troupes qu'il pourrait réunir, pour, de là, rester au moins en communication avec l'empire. C'est ce qu'il a fait; aussi, dans notre mouvement d'invasion, nos troupes ne rencontraient que des arrière-gardes qui, afin de retarder notre marche, défendaient certains passages, mais qui, après une résistance plus ou moins obstinée, devaient finir par céder le terrain. Cependant, cette série d'attaques, toujours terminées par des succès, enflammait le courage de notre jeune armée; et vous savez, messieurs, que l'opinion unanime était que les troupes autrichiennes ne pouvaient pas se mesurer avec les nôtres en rase campagne, et je suis porté à croire que les soldats autrichiens eux-mêmes jugeaient ainsi! Mais la vigoureuse reprise de Vicence, l'arrivée à Vérone de régiments qui avaient combattu à Prague, à Vienne ou en Hongrie, ramena la confiance dans l'armée. A cette même époque, nous eûmes le malheur de commettre une très-grande faute stratégique; le maréchal en profita pour prendre l'offensive, et, dans l'espace de quinze jours, nous perdîmes tout le terrain que nous avions mis trois mois à conquérir.

Remarquez, messieurs, que dès les premiers jours de notre retraite, le désordre commença à se manifester dans notre armée, ce qui nous mit dans l'impossibilité de faire de ces imprévus et vigoureux retours offensifs qui, quelquefois, ramènent la victoire sous les drapeaux qu'elle avait naguère abandonnés. Rappelez-vous, qu'à la bataille décisive de Milan, les troupes ne montrèrent plus l'ardeur qui les animait un mois auparavant; que ce combat fut l'issue fatale d'une entreprise qui avait commencé sous des auspices aussi avantageux.

L'année suivante on voulut suppléer à ce qui nous manquait par le nombre. Nous mîmes sur pied 114 mille hommes. A l'exception de la division lombarde et de celle que commandait M. le général Delta Marmora, toutes ces forces étaient réunies entre la Sesia et le Tessin; nos adversaires passèrent ce fleuve à l'improviste avec 68 mille hommes. Les combats de Vigevano, Mortara, et la désastreuse bataille de Novare décidèrent en trois jours du sort de la guerre, et nous donnèrent une cruelle preuve de la faiblesse de l'organisation de notre armée.

Maintenant, messieurs, comparez notre guerre de quatre mois, notre guerre de trois jours, avec les longues guerres qu'avaient soutenues nos armées autrefois, et décidez-vous-mêmes laquelle, de l'ancienne ou de la nouvelle organisation, est la meilleure. Voyez si l'on ne pourrait pas, en le modifiant, se rapprocher du système ancien qui nous donnait l'immense avantage d'être prêts en huit jours, tandis qu'à présent il nous faut un laps de temps de trois mois; c'est une grande différence. Ce système coûtait moins cher que ne coûte celui qui l'a remplacé. En exigeant une année d'instruction pour le soldat dans l'armée provinciale, nous ferons disparaître le défaut que l'on reprochait à l'ancienne organisation. J'appelle sur cette question la sérieuse attention des militaires, car il dépendra de l'organisation que nous donnerons à notre armée de soutenir ou de perdre le glorieux renom que cette armée a toujours eu en Europe.

Messieurs, je vous ferai encore observer que, si, comme toute l'annonce, l'autorité du prince Louis-Napoléon s'établit en France, nous entrons dans une période de paix et de tranquillité, qui durera probablement nombre d'années, car toutes les puissances en ont besoin, et nous plus encore que toutes les autres. Rien ne nous presse donc de faire, mais tout nous exhorte à bien faire. Je crois que notre organisa-

tion militaire est tellement importante, grave et compliquée, qu'il faut, peut-être, confier ce travail à une Commission composée de généraux et officiers expérimentés, qui, d'accord avec le ministre de la guerre, en étudieront toutes les parties.

Je vous ai parlé de notre organisation provinciale, mais je reconnais que des changements peuvent y être convenables. Maintenant, nos régiments sont de trois bataillons; il est évident que peu de provinces ont assez de provinciaux pour les composer; mais rien ne s'oppose à ce que telle province ne forme qu'un bataillon, et à ce que telle autre, sa voisine, plus peuplée, en forme deux; ces trois bataillons formeraient cependant un seul régiment. On pourrait les réunir aux époques des revues; ils seraient toujours réunis en temps de guerre, et pendant la paix ils rendraient les services dont je vous ai parlé, et qui sont très-importants pour la sécurité et la tranquillité publiques. Si l'on adoptait ce système, peut-être que le nom de *régiments provinciaux* ne serait pas exact, il faudrait, peut-être, dire *régiments de réserve*, ou leur donner tel autre nom que l'on trouverait plus convenable.

Voilà l'ensemble des idées que j'avais à vous soumettre. Je m'empresse de reconnaître que vous avez fait preuve de bienveillance et de bonté à mon égard, messieurs les sénateurs, et vous, monsieur le président, en me laissant exposer ces idées qui viendront plus à propos, quand on s'occupera de l'organisation de l'armée. Mais je ne suis pas sûr de siéger encore sur ces bancs quand on discutera cette grave question, et de pouvoir présenter un système que très-peu de personnes connaissent aujourd'hui, parce qu'on ne l'a pas vu appliquer; mais on sait que ce système a donné au Piémont plusieurs siècles de gloire militaire, et ce qui a été bon et utile pendant trois siècles peut certainement l'être encore maintenant.

Nous avons, dit-on, cent millions de revenus; mais sur cette somme il faut défalquer ce que les modifications introduites dans les impôts des douanes et sur le sel nous font perdre, et nous serons heureux, si notre budget s'élève à la somme de 90 millions, qui peut-être ne rentreront pas tous dans les caisses publiques. Défalquez encore 33 millions consacrés au service de la dette publique, et voyez ce qui reste, et quelle nécessité il y a pour nous d'avoir un système militaire restreint avec les bases convenables pour le développer à mesure que les circonstances le permettront. Nous nous ruinons à cause de l'opinion où nous sommes, que l'on va prochainement faire la guerre. Je crois que c'est une fautive idée, aujourd'hui tout le monde veut la paix; on aura la paix. Cherchez la puissance intéressée à faire la guerre! Elle n'existe pas. Nous aurons la paix, conduisons nous d'après ce principe.

Messieurs, quand on arrivera à la fin de la loi, je me réserve, pour agir en règle, de déposer une proposition qui dira que cette loi doit être considérée comme loi provisoire, en attendant que l'on connaisse mieux l'organisation définitive de l'armée.

COLLA, relatore. L'illustre maresciallo, che ci è sempre gratissimo di vedere seduto fra di noi, e le di cui parole siamo avvezzi ad ascoltare con riverente attenzione, non era ieri presente all'adunanza del Senato, ed è forse per questo che egli conserva il timore che la legge di leva in discussione possa mettere ostacolo a qualunque siasi ordinamento dell'esercito; onde è che egli intende di proporre che questa legge sia considerata come legge provvisoria.

Io potrei rispondere che tutte le leggi sono provvisorie nel

senso, che venendosi a fare altre leggi, le quali non siano d'accordo colle prime, debbono essere abrogate o modificate; ma mi è caro il dare all'onorevole preopinante spiegazioni le quali varranno a far cessare il timore da lui manifestato, timore che era in me fortissimo, timore che mi spinse alla proposta che ho fatta ieri, ed a cui il ministro si è compiaciuto di acconsentire.

La legge nei termini in cui fu adottata ieri si limita a stabilire che l'inscritto non può essere soggetto a più di otto anni di servizio effettivo; e aggiungo che questo può prestarsi o in servizio continuo, o parte sotto le armi, e parte in congedo illimitato. Una tale disposizione adunque lascia pienissima libertà al Governo di proporre al Parlamento qualunque siasi ordinamento, compreso anche quello dei reggimenti provinciali; perciocchè se si facessero reggimenti provinciali, la regola da noi stabilita si applicherebbe egualmente, mentre il tempo in cui il soldato provinciale starebbe sotto le armi gli sarebbe contato per intero, ed il tempo che rimanesse in casa sarebbe contato per metà. Qualunque sia perciò l'ordinamento che si voglia fare, non troverà mai ostacolo nella legge di cui ci occupiamo, e quando ciò pur fosse (cosa che non saprei prevedere) vi sarà certo sempre modo di modificare questa legge se occorre, ma non parmi che sia conveniente di dare ad una legge il titolo di legge provvisoria, la qual cosa nuocerebbe sempre alla sua esecuzione.

DELLA TORRE. Après les explications de monsieur le rapporteur je comprends que ma proposition, tendant à faire considérer cette loi comme loi provisoire, n'a plus de but. Monsieur le rapporteur admet que cette parole « en congé illimité » n'empêche pas de tirer un service des gens qui auront un semblable congé, et que par conséquent on peut les destiner à former les régiments provinciaux.

COLLA, relatore. Il n'y a aucune difficulté; ils sont toujours en congé illimité lorsqu'ils retournent chez eux. Quand on ferait les régiments provinciaux, on dirait que, pendant le temps qu'ils passent chez eux, ils sont considérés comme étant en congé illimité.

PROGETTI DI LEGGE: PER L'APPROVAZIONE DELLA CONVENZIONE POSTALE COLLA SPAGNA, E PER L'APPROVAZIONE DELLA CONVENZIONE COL MUNICIPIO DI TORINO SUL DAZIO DI CONSUMO.

CAVOUR, reggente il Ministero delle finanze e ministro di marina, agricoltura e commercio. A nome del mio collega il ministro degli esteri ho l'onore di deporre sul banco della Presidenza un progetto di legge inteso ad approvare la convenzione postale colla Spagna, il quale si compone di un articolo solo. (Vedi vol. *Documenti*, pag. 1174.)

Ho pure l'onore di rassegnare alle vostre deliberazioni il progetto di legge riguardante la convenzione intesa tra il Governo e la città di Torino circa il dazio di consumo e la cessata bannalità dei molini di essa, che la Camera dei deputati adottava nella tornata del 17 corrente dicembre. (Vedi vol. *Documenti*, pag. 1137.)

PRESIDENTE. Ho l'onore di dare allo al ministro di finanze della presentazione di questi due progetti di legge che saranno dati alle stampe, e quindi distribuiti negli uffizi per l'occorrente disamina.

SEGUITO DELLA DISCUSSIONE SUL PROGETTO DI LEGGE PER IL RECLUTAMENTO DELL'ARMATA DI TERRA.

PRESIDENTE. Si dovrebbe riprendere la discussione della legge al punto in cui ieri si è fermata; ma il senatore Alfieri, valendosi del diritto concessogli dall'articolo 71 del nostro regolamento, proporrebbe un paragrafo addizionale all'articolo 16 della legge già da noi votato.

Dall'aggiunta che vorrebbe fare, la quale forse è stata anche suggerita dalla discussione ieri inoltratasi sopra gli *assent* dai regi Stati i quali non soddisfano al dovere di presentarsi alla leva, io darò lettura in seguito; perocchè credo sia bene rileggere prima quest'articolo 16.

Nell'articolo 16 si stabiliscono le varie categorie per le quali s'intendono legalmente domiciliati in un comune quelli che debbono iscriversi per la leva. A queste categorie che sono 8, il senatore Alfieri vorrebbe nell'ultimo alinea aggiungere questo paragrafo: « Sarà considerato come domicilio legale dell'individuo nato e dimorante all'estero il comune ov'esso o la sua famiglia furono ultimamente domiciliati nello Stato. »

ALFIERI. Mi pare d'aver sufficientemente spiegato ieri il motivo che mi muove a proporre quest'emendamento.

Come sarà memore il Senato, io osservava, che essendosi stabilito nella legge che l'iscrizione dovesse seguire per ragione di domicilio, chi non è domiciliato nello Stato, chi non è nato da parenti attualmente domiciliati nello Stato, non saprebbe dove ricorrere per farsi inscrivere, quando, come deve succedere, non lo fosse stato dalle autorità del paese.

Da uno dei miei onorevoli colleghi mi si fece osservare che in simili casi vi era sempre il domicilio d'origine; ma siccome di ciò non è fatta parola nella legge, e che ivi è stabilito il domicilio legale per quanto si riferisce alla leva, mi pare che veramente vi fosse una lacuna nella legge, giacchè in quanto a chi non è nato nè domiciliato nel paese, e che tuttavia deve soggiacere al debito della leva, la legge non fa menzione alcuna.

Io mi son proposto per conseguenza di riparare a questa lacuna mediante l'articolo od un alinea che si aggiungerebbe in fine dell'articolo 16 dopo il paragrafo notato col numero 8; io credo però di avere per dimenticanza ommesso nella mia proposta di dire: e cadente nella leva.

PRESIDENTE. L'aggiunta del senatore Alfieri è così concepita: « Sarà considerato come domicilio legale dell'individuo nato e domiciliato all'estero e cadente nella leva il comune ov'esso o la sua famiglia furono ultimamente domiciliati nello Stato. »

Cbieggo al Senato se v'ha chi voglia appoggiare l'aggiunta testè letta, proposta dal marchese Alfieri.

(È appoggiata.)

LA MARMORA ALBERTO. Desidererei sapere qual numero terrebbe quest'aggiunta, se l'8 o il 9.

PRESIDENTE. Non avrebbe numero; sarebbe un alinea col quale verrebbe compiuto l'articolo 16.

Cbieggo alla Commissione se non ha difficoltà di accettare l'aggiunta Alfieri all'articolo 16.

COLLA, relatore. La maggioranza della Commissione accetta volentieri questa spiegazione, o dichiarazione che già aveva in mente, mentre credeva che il domicilio ultimo del padre dovesse essere il luogo dove avesse a farsi inscrivere; ma è meglio che sia dichiarato nella legge.

PRESIDENTE. Ciò posto, io non ho che a porre ai voti quest'aggiunta. Chi l'approva voglia levarsi.

(Il Senato adotta.)

Quest'aggiunta farà dunque parte dell'articolo 16.

« Art. 160 (163). I colpevoli di fraudolenta sostituzione di persone sono puniti colla reclusione. »

(È approvato.)

« Art. 161 (164). La frode negli scambi di numero o nelle surrogazioni è punita col carcere da tre mesi a due anni senza pregiudizio delle pene più gravi applicabili nel caso di falsità. »

(È approvato.)

« Art. 162 (165). Gl'inscritti che scientemente producano documenti falsi od infedeli sono designati senza riguardo al loro numero d'estrazione, e non ponno godere di esenzione o dispensa per qualunque sia motivo.

« Essi vanno inoltre soggetti alle più gravi pene stabilite dalla legge qualora siano incorsi nel reato di falsità. »

(È approvato.)

« Art. 163 (166). Gl'inscritti colpevoli di essersi procacciate infermità temporarie o permanenti, al fine di esimersi dal servizio militare, sono puniti col carcere estensibile ad un anno.

« Qualora risultino abili ad un servizio qualunque militare, dopo che abbiano scontata la pena, sono assentati.

« I medici, chirurghi, flebotomi e speciali che siansi resi complici di questo reato, sono puniti colla pena del carcere da sei mesi a due anni oltre ad una multa estensibile a due-mila lire.

« Gl'inscritti che abbiano simulato infermità od imperfezioni, al fine di conseguire la riforma, sono designati senza riguardo al numero d'estrazione, e non ponno godere di esenzione o dispensa. »

GIULIO. Domando la parola.

Il secondo alinea di quest'articolo infligge ai medici, chirurghi, flebotomi, e speciali che siansi resi complici del reato di quegli inscritti che siansi procacciate infermità temporarie, o permanenti, al fine di esimersi dal servizio militare, la pena del carcere da sei mesi ad anni due. Dunque i complici dello stesso reato, che non fossero medici, chirurghi, flebotomi o speciali andrebbero esenti da ogni pena. A me pare che in questa complicità possano incorrere altre persone, oltre a quelle dell'arte, sia col consiglio che col'opera, e che quindi converrebbe sopprimere la menzione dei medici, chirurghi, ecc. e dire: *coloro che siansi resi colpevoli di questo reato, cadranno, ecc.*

COLLA, relatore. Domando la parola.

I complici in genere sono colpiti dalle disposizioni di diritto generale, per le quali tutti i complici di un reato qualunque sono punibili: qui si è messa una disposizione speciale pei medici, chirurghi, ecc., perchè la colpa è maggiore, ed è bene perciò che se ne faccia speciale menzione.

ALFIERI. Domando la parola.

Desidererei solamente una spiegazione. Io vedo nella redazione del progetto che ora ci occupa, ommesso quello che si era esplicitamente detto nel corrispondente articolo della legge francese. Non è già con ciò che io creda doversi servilmente ed assolutamente imitare in tutto le leggi degli altri paesi. Ma in quella legge è detto: « Sans préjudice des peines plus graves dans le cas prévu par le Code pénal. » Io domando, se non si potrebbe interpretare questa legge, non ripetendosi quegli stessi termini, come derogante alle pene pronunziate dal Codice penale. Vedo però che la pena comminata dalla legge nostra, quanto alla multa, è doppia di quella che

è comminata dalla legge francese. Quindi io non so se collo stabilire una pena più grave si sia creduto di dover rimettere quelle altre pene in cui potrebbero incorrere il delinquente, giusta gli articoli della legge penale comune. Mi pare quindi che si abbia, o da riempire questa lacuna, ovvero che si debba dare una spiegazione che tolga il dubbio.

COLLA, relatore. Io non credo che nel Codice penale generale vi sia disposizione alcuna che imponga pena più grave di quella di cui è caso in questo articolo, il quale stabilisce precisamente una pena assai grave: ma pare a me che l'aggiunta delle parole senza pregiudizio delle pene maggiori stabilite dal Codice penale non avrebbe mai applicazione.

PINELLI. Domando la parola per appoggiare la proposizione del senatore Alfieri, perchè credo che tutte le volte che si fanno leggi speciali non si cessa di fare richiamo alla legislazione penale generale, in quanto che vi possono essere delle circostanze parziali di fatto, le quali qualificano l'azione talmente da renderla anche passibile di una pena maggiore, lo vedo che non s'intende con ciò di colpire il reo con doppia pena, ma d'indicare che qualora poi vi fossero circostanze tali da far cadere l'azione sotto di una disposizione del Codice penale, quest'applicazione dovrebbe essere fatta; onde pare a me che debbasi accogliere la proposta del senatore Alfieri, come quella che trovasi già in altre legislazioni, e che d'altra parte è conforme ai principii generali.

DI MONTEZEMOLO. A costo di destare l'ilarità del Senato osserverò che nell'enumerazione di quelli che possono essere complici con aggravata colpa di queste mutilazioni, venne ammessa una qualità di persone, le quali, principalmente nelle campagne, può più facilmente esercitare la sua azione, vale a dire i veterinari. Qui si dice medici, chirurghi, flebotomi e speciali, che siansi resi complici, ecc. I veterinari sono i medici, chirurghi e flebotomi delle campagne.

GIULIO. Le parole dette dall'onorevole senatore Di Montezemolo mi paiono confermare la giustizia delle osservazioni che io aveva prima presentate. Il Senato, ben lungi dall'accogliere con ilarità la proposta del signor senatore, ha mostrato di approvarla. Veramente i veterinari pratici dei rimedi e dell'effetto loro sono in grado più che altri di somministrare sostanze e di consigliarne l'uso, le quali valgono a procacciare un'infermità tale da esimere l'inscritto dal servizio militare; ma quantunque sia verissimo che più facilmente possa ciò farsi dal veterinario, ciò non toglie che non possa farsi egualmente da altre persone; non toglie che un iscritto, il quale per se stesso abbia fatto uso di alcuni di questi riprovevoli mezzi, affine di procacciarsi un'artificiale infermità, non possa, non solo col consiglio, ma anche colla tradizione delle droghe da lui impiegate, od in altro modo, rendersi complice nel commettere un egual reato.

Io quindi, apprezzando a tutto il suo valore la proposta del senatore Di Montezemolo, persisto tuttavia in quella che io aveva l'onore di fare, di sopprimere cioè tutte queste particolari designazioni, e di dire semplicemente: *coloro che siansi resi complici, ecc.*, abbracciando così tutte le persone appartenenti ad alcuna di queste professioni, come tutti coloro che in qualunque modo si rendessero colpevoli di complicità.

MORIS. Io non posso che appoggiare quello che testè ha detto il senatore Giulio. Consta che nelle campagne parecchi conoscono piante, o anche altre sostanze, le quali, applicate alla superficie del corpo, possono produrre malattie tali da esimere l'inscritto dal servizio militare; in conseguenza io credo che saggiamente si potrebbe nell'articolo

163 abbracciare tutti quelli che sonosi resi colpevoli di tale reato.

COLLA, relatore. Mi duole di non essere stato ben compreso dall'onorevole senatore Moris nella risposta che diedi alla difficoltà mossa dal senatore Giulio. Io risposi che in massima generale, secondo tutte le leggi, i complici sono punibili pei reati in cui prendono parte; questa è una regola generale che non abbisogna di essere scritta nella legge. Ma la legge presente ha bisogno di colpire più specialmente quelle persone che possono ed hanno i mezzi di cadere in questa complicità, che hanno più facile il modo di somministrare i mezzi pel reato medesimo. Ciò non toglie, io ripeto, che gli altri complici siano punibili; ma essi lo saranno con una pena minore, non speciale come questa.

Quanto all'aggiunta dei veterinari, io non vedrei difficoltà di ammetterla, se pure i veterinari non vengono sotto il nome di chirurghi, perchè mi pare che siano denominati chirurghi veterinari; ad ogni modo non vi sarebbe difficoltà nello specificarli.

DESAMBROIS. Io mi oppongo all'aggiunta dei veterinari, poichè credo che il motivo per cui sia aggravata la pena dell'complicità relativamente alle persone nominate in quest'articolo è che queste esercitano una qualità pubblica, e che oltre al reato di complicità avvi la circostanza aggravante di abuso di una tale loro qualità.

Ora, il veterinario non ha alcuna qualità pubblica per ingerirsi nell'esercizio della medicina.

PRESIDENTE. Per procedere regolarmente comincerò col porre ai voti i due primi paragrafi dell'articolo sui quali non avvi contestazione.

DI MONTEZEMOLO. Ritiro la mia aggiunta.

PRESIDENTE. Non di meno rimane l'emendamento del senatore Giulio.

Pongo ai voti i primi due paragrafi. (*Vedi sopra*)

(Sono approvati.)

Al secondo alinea il senatore Giulio propone un emendamento, per il quale invece di dirsi *i medici, chirurghi, flebotomi, speciali*, si direbbe in genere: *coloro che sonosi resi complici, ecc.* Segue l'articolo della legge.

Domando se è appoggiato quest'emendamento.

(È appoggiato.)

Lo pongo ai voti.

(Non è adottato.)

Metto ai voti l'alinea.

(È approvato.)

Resta l'ultimo alinea.

ALFIERI. Avvi ora la mia aggiunta.

PRESIDENTE. Fa osservare il senatore Alfieri che la sua aggiunta sarebbe più opportuna fra il paragrafo già votato e quello che ora io leggeva.

Io mi proponeva di farne disamina separata al fine dell'articolo, ma credendosi questa esserne la sede più opportuna, lo porrò in discussione rileggendolo:

« La pena stabilita nel presente articolo s'intenderà applicabile senza pregiudizio di quelle maggiori cui possa farsi luogo a termini del Codice penale. »

Domanderò se è appoggiato.

(È appoggiato.)

Ripigliamo allora l'ordine della votazione.

Metto ai voti l'ultimo alinea.

(È approvato.)

Metto ai voti l'aggiunta, che sarà ultima parte di questo articolo.

(È approvata.)

Metto voti l'articolo intero.

(È approvato.)

« Art. 164 (137). L'iscritto designato per far parte del contingente, che senza legittimo motivo non si presenta all'assento del giorno prefisso, è considerato e punito come renitente.

« La lista dei renitenti è pubblicata dieci giorni dopo la promulgazione del discarico finale per cura degli intendenti in ciascun capo luogo di provincia e nei comuni sulle cui liste di leva i renitenti fossero iscritti. »

(È approvato.)

« Art. 165 (139 e 140). I renitenti che si presentano spontanei o che vengono arrestati, sono dall'intendente della provincia, a cui per cagione di leva appartengono, denunciati all'autorità giudiziaria, la quale procede contro di essi in conformità dei seguenti articoli 166 e 167.

« L'intendente fa cancellare dalla lista dei renitenti gli arrestati, i deceduti e quelli che si presentano spontaneamente. »

(È approvato.)

« Art. 166 (167). I renitenti arrestati sono puniti col carcere da uno a due anni; quelli che si presentano spontanei prima della scadenza di un anno dal giorno della dichiarazione di renitenza incorrono nella pena del carcere da due a sei mesi; e coloro che si presentano spontanei dopo questo limite di tempo vanno soggetti alla stessa pena di carcere da sei mesi ad un anno.

« I renitenti inabili alla milizia sono puniti col carcere da un mese ad un anno.

« Le pene in quest'articolo stabilite sono portate al doppio in tempo di guerra. »

(È approvato.)

« Art. 167 (141). I renitenti assolti e quelli che scontarono la pena a cui furono condannati, sono esaminati da un medico o chirurgo in presenza dell'intendente della provincia e qualora siano riconosciuti idonei al servizio sono esentati ed avviati al corpo cui vengono ascritti.

Qualora compariscano inabili al servizio, sono rimandati al Consiglio di leva della provincia nella sua prima seduta. »

PALLAVICINI IGNAZIO. Faccio osservare che nel progetto ministeriale si leggeva: « in presenza dell'intendente della provincia assistito dal commissario di leva. » La Commissione ha tolto quest'aggiunta forse perchè aveva soppressi i commissari di leva. Essendosi ora ristabiliti i commissari di leva, dimando se non sia bene di ristabilire eziandio quell'aggiunta.

LA MARMORA, ministro della guerra. Io credo che sarebbe conveniente di far assistere l'intendente da un individuo militare; dimodochè io aggiungerei che l'intendente fosse assistito dal comandante della provincia, il quale fa parte del Consiglio di leva, ed ha tutte le ingerenze relative.

PRESIDENTE. In quanto all'aggiungervi l'assistenza del commissario, diceva, non ha difficoltà?

LA MARMORA, ministro della guerra. Io credo che sarebbe meglio il comandante.

PRESIDENTE. Il senatore Pallavicini propone che si produca l'articolo ministeriale.

PALLAVICINI IGNAZIO. Io aveva chiamato l'attenzione del Senato per osservargli se non credeva fosse ora il caso di ristabilire l'espressione « assistito dal commissario di leva, » poichè questa carica erasi ristabilita. Se il Ministero crede più utile di mettere il comandante, io non ho difficoltà.

LA MARMORA, ministro della guerra. Io sono indiffe-

rente; anche al commissario si attribuiscono delle incombenze affatto analoghe; non importa; intervenga o l'uno, o l'altro, purchè l'elemento militare sia rappresentato.

COLLA, relatore. L'intendente essendo presidente del Consiglio di leva e non trattandosi qui che di fatti che debbono essere giudicati dal medico o dal chirurgo, pare veramente che l'intervento di un militare sarebbe fuor di proposito. Tutto al più si potrebbe ammettere il commissario di leva, giacchè i commissari sono ristabiliti; credo però che il commissario di leva non possa influire molto in questa cosa; onde mi pare che per maggiore speditezza la si potrebbe anche abbandonare all'intendente della provincia.

PRESIDENTE. (*Volgendosi al senatore Pallavicini*) Per mettere ai voti quest'aggiunta abbisogna che ella voglia farne formale proposta.

PALLAVICINI IGNAZIO. Io propongo che s'aggiungano queste parole: *assistito da un commissario di leva.*

PRESIDENTE. Si propone di ripristinare l'articolo tale e quale era nel progetto ministeriale con aggiungere all'intendente il commissario di leva.

Domando se v'ha chi l'appoggia.

(È appoggiato.)

Metto ai voti l'aggiunta.

Chi intende approvarla sorga.

(Non è approvata.)

Metto ai voti l'articolo come era prima concepito.

Chi è assente si levi.

(È approvato.)

DORIA. Pare che l'aggiunta sia stata adottata.

GIULIO. Erano 18 voti soltanto in favore e questi non costituiscono al certo una maggioranza.

PRESIDENTE. « Art. 168 (168). Chiunque abbia scientemente nascosto od ammesso al suo servizio un renitente, è punito col carcere estensibile a sei mesi.

« Chiunque abbia scientemente cooperato alla fuga di un renitente è punito col carcere da un mese ad un anno.

« La stessa pena si debbe applicare a coloro che con colpevoli maneggi abbiano impedita o ritardata la presentazione all'assento di un iscritto designato.

Se il delinquente è ufficiale pubblico, agente od impiegato del Governo, la pena si può estendere a due anni di carcere, e si fa luogo ad una multa estensibile sino a lire duemila. »

(È approvato.)

« Art. 169 (169). I medici o chirurghi chiamati come periti nei casi preveduti da questa legge, i quali abbiano ricevuto doni, od accettate promesse per usare favori ad alcuni negli esami loro commessi, sono puniti col carcere da due mesi a due anni.

« La pena è loro applicata, sia che al momento dei doni o delle promesse essi fossero già chiamati all'esame, sia che l'accettazione dei doni e delle promesse abbia avuto luogo soltanto nella previsione di tale chiamata.

« Si fa luogo all'applicazione della pena anche nel caso di riforma giustamente pronunciata. »

(È approvato.)

« Art. 170 (170). Ogni ufficiale pubblico, ed ogni agente od impiegato del Governo che sotto qualsiasi pretesto abbia autorizzato od ammesso dispense, esenzioni, riforme, esclusioni, scambi di numero e surrogazioni, assoldamenti di anziani o di volontari oppostamente al disposto della legge, ovvero abbia data arbitraria estensione, sia alla durata, sia alle regole e condizioni della chiamata alla leva e degli arruolamenti volontari, è punito come reo di abuso di autorità, colle pene portate dal Codice penale, senza pregiudizio

delle pene maggiori prescritte dallo stesso Codice nel caso di circostanze che ne aggravino la colpa. »

(È approvato.)

« Art. 171 (157, 158). Il sott'uffiziale, caporale e soldato che trovandosi in congedo illimitato contrae matrimonio senza l'autorizzazione del ministro della guerra prima d'aver compiuta l'età di anni 26, è privato del beneficio di rimanere in congedo illimitato, e destinato a servizio continuo nel corpo cui appartiene, o, secondo le circostanze, in un corpo disciplinare.

PIVELLI. Avevo domandata la parola per notare che i limiti della disposizione sono ristretti ai sott'uffiziali.

Domanderei se l'obbligo non incombe anche agli uffiziali...

COLLA, relatore. V'è una legge speciale...

COLLE. L'articolo 130 del progetto ministeriale parlava di una ferma permanente di 4 anni, cioè lasciava prevedere che l'intenzione del Governo fosse di estendere alla ferma permanente questi limiti. L'articolo 149 del progetto dell'ufficio centrale parlava di una ferma di cinque anni. La soppressione dell'articolo 149 e seguenti del progetto della Commissione fa sì che ora rimane assolutamente nell'arbitrio del Ministero di prorogare la ferma non più che a un anno, che a due, se così lo crede. Il rinvio di questi uomini in congedo illimitato porta con sé che essi potranno rimanere vari anni alle case loro, e andare soggetti alle pene previste dall'articolo 171 che si sta discutendo. Io ho già esposto la mia opinione a questo riguardo, e credo che il divieto prolungato agli uomini in congedo illimitato di potersi ammogliare avrà funestissime conseguenze. Capisco che i soldati non debbono ammogliarsi fintantochè sono in ferma permanente; per conseguenza quando questa fosse prolungata a quattro anni, a parer mio si potrebbe prolungare il divieto sino al 26° anno di loro età come è scritto nell'articolo. Ma per quelli i quali sono rimandati dopo un anno e quelli che non saranno nemmeno in caso di raggiungere le loro bandiere, come sono quelli del secondo contingente, questo divieto sarà sicuramente grave.

Ieri ho chiesto qualche spiegazione a tale riguardo, e mi fu detto che gli iscritti nel secondo contingente, quantunque non siano chiamati soldati nella legge, sono considerati come tali, e che saranno esentati.

Ora io dico che questo divieto che dovrà pesare sopra questi individui, per un dubbio (perchè non è certo che essi saranno chiamati) il quale potrà estendersi a un numero considerevolissimo di cittadini, perchè comprenderà cinque e sei classi assentate per fare i 20,000 individui che desiderava avere il ministro della guerra nel secondo contingente, farà un danno immenso alla società.

Tutti i popoli hanno sempre avuto in considerazione il matrimonio, e per conseguenza la procreazione dei figli, come la vera base della prosperità delle nazioni. Napoleone stesso, il quale si può dire che abbia veramente abusato della coscrizione, favoriva il matrimonio. Quando egli formò il primo ban della così detta guardia nazionale, quando fece replicate leve suppletive nelle classi che già avevano estratto i loro numeri da vari anni, sempre dispensò gli ammogliati.

Ora io prego il Senato di voler considerare, se non sarà una cosa nociva all'interesse dell'industria, del commercio e delle arti ed anche, ardirei dire, immorale, il voler assolutamente che un così gran numero d'uomini stiano vari anni alle loro case senza potersi ammogliare. Succederà spessissimo che la legge sarà trasgredita, e che si dovrà portare la desolazione nelle famiglie obbligando i trasgressori, a norma di questo articolo, a raggiungere le bandiere.

Lascio poi a considerare quali saranno tutti gli altri inconvenienti.

LA MARMORA, ministro della guerra. Non posso che insistere perchè si mantenga l'articolo quale è presentato al Senato.

Il senatore Colli trova questa disposizione grave e severa, e funesta per le sue conseguenze. Io invece trovo più che grave, più che funesto, e direi anzi crudele il lasciare senza verun ritegno prender moglie ad individui che poi verranno assoggettati a tutte le evenienze di una guerra.

Fra le altre cose che abbiamo potuto osservare in queste ultime campagne (perchè in fin dei conti qualche partito bisogna pure che sappiamo trarre da queste ultime guerre, giacchè ci hanno costato tanti sacrifici) non è certamente l'inconveniente del sistema dei reggimenti provinciali che aveva oggi ripreso a discutere il maresciallo Della Torre; inconveniente che abbiamo riconosciuto e fu da tutti lamentato, quale si era quello di poveri soldati carichi di famiglia, che sicuramente non potevano pensare al loro dovere, poichè avevano rivolto il pensiero alla loro famiglia.

Ed in prova di questo posso addurre qui al Senato alcune cifre dimostranti il confronto tra l'eroismo dei soldati non ammogliati e quello dei soldati che lo erano.

Mi rincresce di non avere qui i documenti; ma però da queste cifre che ho si potrà vedere un qualche confronto.

Noi abbiamo perduti circa tre mila uomini nei vari combattimenti che hanno avuto luogo in queste ultime campagne. Tutti sanno che il numero degli ammogliati era grandissimo, perchè ad eccezione di due classi che erano sotto le armi, nelle altre classi abbondava assai il numero degli ammogliati mentre era scarsissimo quello che non lo fosse. Ebbene, fra i tre mila morti vuol sapere il Senato a qual numero ascendano i morti ammogliati? Al numero di duecento. Ora quelli che hanno fatto la guerra sanno che vi ha vari modi di battersi col nemico, perchè vi sono quelli che più o meno si espongono, e naturalmente quegli che si espone meno è colui che ha più paura e che ha maggiore interesse di vivere; epperò io credo che sia da tenersi conto del confronto da me dimostrato, e che queste cifre parlino assai chiaro.

Noti ancora il Senato un altro particolare, ed è che fra i tre mila che ho indicato non si comprendono quei molti che sono dispersi, quei molti dei quali non si ebbe più notizia, e che contano come disertori o come assenti senza che ne sia constatata la morte, di modo che può essere maggiore di 5000 il numero dei morti. Ma non fu certamente maggiore di 200 il numero degli ammogliati morti, perchè tutte le vedove hanno ricorso per ottenere la pensione, così che questo dato non ci manca.

Di più faccio presente al Senato che nel numero dei 200 trovansi compresi tutti quelli che sono morti per le febbri, e nella sola armata che presidiava Venezia questi saranno da 50 a 60; locchè dimostra che gli ammogliati non si sono battuti con quell'entusiasmo e col brio che si richiede in un combattimento. Io credo che in tutte le armate assolutamente si faccia il possibile perchè il numero degli ammogliati sia insensibile, se non nullo.

La Francia è penetrata dell'importanza di tale misura; e sebbene pur colà si accordi al soldato permanente il congedo illimitato, pure non è che all'ultimo anno della ferma e per grazia che gli si concede di potersi ammogliare. Ordinariamente presso quella nazione il soldato passa 4 anni sotto le bandiere; poscia viene mandato a casa, ove dee rimanere ancora altri 4 anni senza poter prendere moglie; e non è se non al 8° che gli viene concessa tale facoltà, e così ciò av-

viene allo spirare del suo servizio. Io mi permetto di leggere al Senato una lettera che scriveva il presidente del Consiglio, ministro della guerra ai tenenti generali comandanti le divisioni della Francia in data 21 febbraio 1834:

Le président du Conseil, ministre de la guerre, à M. les lieutenants-généraux commandants les divisions militaires.

Paris, le 21 février 1834.

(Permissions de mariage qui peuvent être accordées aux hommes faisant partie de la réserve.)

« Général, j'ai été consulté à l'effet de savoir dans quelle proportion et dans quel cas MM. les maréchaux de camp commandants les départements doivent accorder des permissions de mariage aux hommes qui font partie de la réserve.

« Deux intérêts sont à considérer et se trouvent en présence dans les demandes d'autorisation de mariage, l'intérêt de l'armée et celui des individus.

« Le bien du service exige que les permissions de mariage soient restreintes pour les militaires qui ont encore un certain temps de service à faire, parce que appartenant à la réserve ces hommes sont susceptibles d'être rappelés au service actif.

« Mais il n'y a point d'inconvénient d'accorder l'autorisation de se marier à un homme en congé illimité ou en congé d'un an, qui se trouverait dans la dernière année de son service, par la raison qu'il est à supposer que celui qui en fait la demande renonce à l'état militaire, et que d'un autre côté, il est très-probable qu'à moins de circonstances extraordinaires cet homme ne sera pas rappelé sous les drapeaux, etc. etc. »

Dunque risulta chiaramente, che il permesso di prender moglie non viene accordato che nell'ultimo anno di servizio. Nè questo è un diritto che abbia l'individuo, ma è bensì un favore che gli si concede. Se noi ammettiamo che i soldati appena giunti alle case loro prendano moglie, torneremo ad avere un'armata (mi rincresce dirlo) composta d'elementi cui quali non potremo troppo contare. Il Governo farà una spesa senza avere un'armata forte e compatta, come credo sia intenzione di tutti d'averla.

Il senatore Colli ha addotto l'esempio che Napoleone proteggeva gli ammogliati. Per dare una prova che li proteggeva, dice che li dispensava dal fare il servizio; locchè prova il contrario dell'assunto, perchè dimostra che la dispensa che loro accordava sotto il nome di protezione, era una ragione qualunque per allontanarli dall'armata; circostanza che depone in favor nostro, in favor del progetto di legge quale venne presentato al Senato, che, secondo me, è ancora molto largo, perchè il soldato, supposto di fanteria, che faccia 4 anni sotto le armi, ne avrà ancora da fare 8 di riserva, con che dai 26 anni in cui è mandato in congedo illimitato fino all'età di 52 anni in cui terminerebbe il suo servizio, ha tempo ancora di ammogliarsi, di avere numerosa prole, e ritornare poi alle riserve. Sulle quali riserve, io dico schiettamente, ci conto per le fortezze, ci conto per l'ordine interno, ma per andare in campagna, per fornire il nerbo dell'armata principale io assolutamente ci conto poco.

COLLI. Domando la parola.

PRESIDENTE. L'aveva già domandata prima il senatore La Marmora Alberto.

LA MARMORA ALBERTO. Non dico che poche parole in appoggio a quanto disse il ministro della guerra intorno alle truppe che erano a Venezia, alle quali io ebbi l'onore di comandare. Dirò che sopra tre battaglioni, i quali som-

mavano a due mila uomini, ve n'erano 36 solamente i quali non fossero ammogliati; 150 ammalarono nello stesso giorno, e il dì in cui si sbarcò in Ancona si dovette fare un ospedale di 1500 ammalati, dei quali morirono circa 40 o 50; ed io particolarmente raccomandava sempre ai medici di badar bene che ogni uomo che moriva era la rovina di una famiglia.

COLLI. Io non disconosco gl'inconvenienti inseparabili dallo stato matrimoniale dei soldati, e nemmeno io intendeva di oppormi a ciò che il divieto dei matrimoni pesasse sopra quelli che sono in servizio permanente.

L'articolo era stato fatto quando si supponeva che i soldati starebbero quattro anni in servizio permanente. Del resto la mia osservazione basava particolarmente sopra quella categoria chiamata secondo contingente, intorno alla quale particolarmente io desiderava che il Senato fissasse la sua attenzione.

Il signor ministro ha detto che la dispensa accordata agli ammogliati nel tempo del Governo francese era una prova in suo favore; ciò potrebb'essere per quello che concerne i soldati in servizio permanente, poichè non altro che questo eravi allora. Napoleone non voleva soldati ammogliati perchè credeva molto più utile al bene del paese e dell'armata che non lo fossero. Epperò io insisto soprattutto per questa classe detta secondo contingente.

Quanto agli altri, io acconsentirei volentieri che il divieto durasse fino ai 26 anni, quando la ferma fosse di 4 anni come si era proposto; ma la cosa ora è dubbia, e questo divieto applicato a quella categoria mi pare gravissimo. È questo il motivo per cui mi permetto d'insistere affinché si esentino almeno costoro dal divieto, ed in tal caso si potrà adottare il sistema applicato in quel tempo agli ammogliati.

* Se occorre fare una leva sopra quella categoria, saranno dispensati gli ammogliati, e si può ancora estendere questa categoria, come ha osservato il signor ministro, a 20 mila uomini.

LA MARMORA, ministro della guerra. No! no!

COLLI. Mi scusi, l'ha detto, e può risultare dalla discussione; parlò di 20 mila uomini comprese tutte le classi che debbono subire questa sorte; farò osservare che anche nel tempo in cui si fecero le levate le più gravose, nel tempo cioè del Governo francese, non lo furono mai tanto come lo sono sotto il nostro Governo.

Il sistema provinciale che si è applicato ampiamente faceva sì che le classi erano quasi sempre tutte esaurite. Non mai venne fatta la leva così numerosa come si faceva ora; ma il servizio non essendo molto grave, lo si poteva facilmente sopportare. Allora si trattava di andare molto lontano, di servire probabilmente fintanto che durava la vita dell'uomo, motivo per cui sarebbe stato affatto micidiale per le popolazioni se fosse stata così estesa come lo è di presente; ma intanto io credo che l'applicare il divieto del matrimonio a quella categoria, detta di secondo contingente, sarebbe un gran danno.

LA MARMORA, ministro della guerra. Io credo di dover qui rettificare un'osservazione del senatore Colli. Egli asserisce aver io detto di calcolare su 20 mila uomini di riserva. I 20 mila uomini di cui ho parlato, sono di seconda riserva, cioè quelli che hanno già fatto quattro anni.

Parlando ora dei soldati di fanteria, che sono i soli applicabili, i quali hanno fatto 4 anni al corpo e 5 anni di congedo illimitato, questi farebbero ancora 3 anni di riserva. Sono i soldati ricavati da questi tre anni di riserva che io spero possano arrivare se non ai 20, 18 e forse ai 16 mila uomini. Ma in quanto a quei della seconda categoria, a quelli che non

hanno mai raggiunto il corpo, ed ai quali il senatore Colli vorrebbe accordare una maggior protezione, io faccio osservare che essi non possono raggiungere neppure il numero di 10 mila uomini, poichè, se si rammenta il generale Colli, io ho detto che la leva ordinaria sarà di 10 mila uomini.

Né sembra certo eccessivo od esagerato che si continui una leva di 10 mila uomini, stantechè è appunto calcolato un individuo per cento sulla popolazione. Si è questa la proporzione di tutta l'armata; dimodochè, facendo una leva di 10 mila uomini, s'intende di non far raggiungere i corpi che ad 8 mila, ovvero 8500 uomini. Ma supponiamo che le cose fossero combinate in modo che con 8 mila uomini si possa fare, rimangono 2 mila uomini di questa categoria che non hanno raggiunto il corpo; rimanendo 2 mila uomini, e non stando che 8 anni senza prender moglie, fanno 10 mila uomini, cioè precisamente la metà di quel che diceva il senatore Colli.

COLLI. Chiedo la parola per una piccola spiegazione. Io credo veramente che il signor ministro forse abbia detto 20 mila, ma quand'anche fossero solo 10 mila, la cifra sarebbe pur sempre molto grave per chi deve sopportare tale privazione. Io rinunzio ad insistere su di ciò, e, ripeto quello che ho detto altra volta, che cioè l'avvenire sarà giudice delle mie previsioni. Intanto proporrei di togliere il divieto al secondo contingente: anzi io avevo proposto di togliere affatto il medesimo, perchè ciò pare una miseria assolutamente grave per il paese; almeno si togliesse il divieto, salvo ad applicare i provvedimenti adottati dal Governo francese quando si facevano delle levate...

PRESIDENTE. Sarebbe necessario ch'ella scrivesse il suo emendamento.

COLLI. Ieri io chiedeva una spiegazione a questo riguardo, perchè credeva veramente che l'articolo fosse suscettivo di essere interpretato in loro favore; ma non potendo avere questa interpretazione, io proporrei di aggiungere un'alinea ove si dicesse: « L'applicazione di quest'articolo non concerne gl'inscritti del secondo contingente. »

PRESIDENTE. Abbia la bontà di scrivere questo suo emendamento.

COLLA, relatore. Io mi permetto di osservare al senatore Colli che, ove si adottasse quest'aggiunta, sarebbe migliore avviso il sopprimere interamente l'articolo.

LA MARNORA, ministro della guerra. Siccome la leva richiede l'età d'anni 21, e si vuole che la ferma sia di cinque anni, così avremo sempre tutti i soldati che passano in congedo illimitato da 20 a 26 anni. Epperò, unico scopo di questo articolo è di colpire coloro che sono designati, ma che frattanto sono lasciati a casa loro. Se si vogliono colpire questi, bisogna ammettere l'articolo; se no, si rigetti.

COLLI. L'onorevole senatore Colla allude ai soldati in congedo illimitato; ma quelli del secondo contingente non sono mai stati sotto le bandiere, non saranno per conseguenza in congedo illimitato, o almeno lo sono perchè assenti.

COLLA, relatore. Si assentano, e si dà loro il congedo.

COLLI. L'articolo intanto non avrebbe applicazione in questo caso se fosse prescritta la ferma di 4 anni, il che non è. Ora nella disposizione attuale della legge rimane in arbitrio del Ministero di far eseguire la ferma di 4 anni o di farla soltanto di 14 mesi, di 2 anni o di 3, ma io ammetto ancora facilità e voglia, poichè pare che questo sia il desiderio della Commissione che tutti quelli i quali sono stati sotto le bandiere e sono poi in congedo illimitato subiranno questo divieto; vorrei però che questo divieto non fosse applicato all'inscritto della seconda categoria, oppure che questa categoria fosse abolita. Ma siccome a quest'ora la seconda categoria

è già votata, così proporrei che non fosse applicabile questo divieto dell'articolo 71.

PRESIDENTE. L'emendamento del signor senatore...

COLLI. È un'aggiunta.

PRESIDENTE. L'aggiunta del senatore Colli è così concepita: « Questo divieto non sarà applicato agl'inscritti della seconda categoria di cui è parlato all'articolo 67. »

Essendo un'aggiunta può votarsi l'articolo 71.

DE CARDENAS. L'onorevole senatore Colli nel cominciare a parlare di quest'articolo invocava il principio della morale: si opponeva senza più parlare della moralità, l'interesse dell'armata. Questi due interessi sono di natura così differente, così poco paragonabili, così poco commensurabili l'uno all'altro, che ognuno ne farà testimonianza la sua propria coscienza, ognuno l'apprezzerà come stimerà.

Io credo per altro non poter votare contro quest'articolo senza pubblicamente protestare che il mio voto sarà contrario. Faccio osservare al Senato l'interesse massimo che vi è nel non lasciare queste persone in posizione tale (anche per anni) da non provvedere alle loro famiglie. Un paesano, un artista (come saranno questi soldati in congedo illimitato della seconda categoria) non possono provvedere a loro stessi, non possono quasi condurre la loro vita senza aver la moglie in casa che governi l'interno della loro famiglia. Sono considerazioni queste che ognuno apprezzerà fra se stesso per decidere il suo voto. Il mio, lo protesto di nuovo, è contrario.

LA MARNORA, ministro della guerra. Il signor senatore De Cardenas ha creduto di dover protestare contro quest'articolo, dicendo che le ragioni adotte in favore di esso erano tutte rivolte agl'interessi dell'armata, e nessun caso si era fatto della moralità.

Io osservo che appunto dal lato della moralità vi sono moltissimi e ragioni da addurre in favore dell'articolo. Domando se vi sia molta moralità nel lasciare prender moglie a parecchie migliaia d'individui, e richiamarli poi dalle loro case, forzandoli di lasciare le loro mogli, ed anche, mi permetto di dirlo, lasciarle esposte alle tentazioni d'ogni genere. Domando infine se non sia morale e nell'interesse delle famiglie l'impedire che questi individui si trovino in questi casi.

Credo dunque che così dal canto della moralità, come da quello dell'interesse dell'armata, che è di tutti assolutamente, si debba mantenere quest'articolo, il quale secondo me è già molto largo.

DI CASTAGNETTO. Quando si è trattato della votazione dell'articolo 67, il quale stabilisce due contingenti, io aveva appoggiata la proposta dell'onorevole senatore Colli, di rimandare cioè la discussione di quest'articolo dopo quella della ferma, appunto perchè non mi credeva abbastanza illuminato intorno alle disposizioni di quest'articolo, e alla destinazione che il Ministero avrebbe creduto dover dare agli individui del secondo contingente. Il Senato non divise la mia opinione, e l'articolo 67 fu votato. Dopo ciò, quando fummo alle disposizioni della ferma, inerendo alla proposizione dell'onorevole relatore della Commissione, vennero soppressi gli articoli che stabilivano un termine fisso per essa. Ora dunque io mi trovo nello stesso caso ancora di non conoscere distintamente quale sia la sorte degli individui che appartengono a questo contingente.

Certamente se si trattasse d'individui in servizio effettivo, ovvero d'individui che fossero probabilmente sempre chiamati sotto le armi, io non potrei che appoggiare le istanze del ministro della guerra, perchè questi uomini fossero sciolti dal vincolo del matrimonio e potessero prestare un servizio efficace all'armata.

Allo stato attuale delle cose non si può arguire che questi uomini non sono mai chiamati, o lo sono difficilmente.

Nella legge attuale io non ravviso alcuna determinazione sulla sorte di tali individui, ed oltre al lasciarli in questo stato d'incertezza, il decidere che dovranno solamente sul dubbio essere assoggettati alla proibizione di matrimonio fino agli anni 26, io credo realmente che sia una disposizione severa, in quanto che non è appoggiata, a mio avviso, ancora ad una determinazione precisa sulla sorte di questi individui per la quale forse si deciderà quando si farà la legge sull'organizzazione dell'armata.

Per questo effetto io non mi sentirei di votare il disposto di quest'articolo.

LA MARMORA, ministro della guerra. Il senatore Di Castagnetto non vuol votare quest'articolo, perchè non ha un criterio giusto sulla sorte che tocca a questi uomini della seconda riserva. A me pare che nella discussione che si è fatta in questi giorni, si sia detto chiaramente che questi uomini sono in riserva per poter surrogare quelli mancanti, massime in tempo di guerra se succede, per esempio, di dover ingrossare l'armata, se succede che l'armata abbia fatto una perdita considerevole e che non bastino gli uomini che già furono chiamati, i quali erano in congedo illimitato.

In tutte le armate, e particolarmente nella francese, sono domandati 80 mila uomini, i quali sono tutti posti a disposizione del ministro della guerra, e vengono adoperati secondo le perdite fatte e secondo la somma che è stanziata nei bilanci, onde è difficile il precisarne subito l'impiego.

Io non saprei ora in qual modo definire la posizione di questi individui i quali sono chiamati all'occorrenza; ma frattanto egli è certo che rimangono a disposizione del ministro della guerra. Ciò è chiaro abbastanza fin d'ora, e non vedo perchè si abbia da ritrattare il voto su quest'articolo che riguarda particolarmente il matrimonio.

LA MARMORA ALBERTO. Siamo qui per fare una legge onde avere dei soldati al servizio dello Stato.

Volete un soldato utile o no?

Se lo volete utile, non può essere ammogliato.

FRANZINI. In aggiunta a quanto venne detto dal signor ministro, io credo poter fare quest'osservazione, cioè che i soldati della seconda categoria sono destinati anche in tempo di pace a riempire le perdite che ogni classe farà sotto le armi. Queste perdite non sono certamente tenute, perchè dietro la statistica francese (postochè qui non l'abbiamo esatta), nel primo anno si perde il 7 1/2 per cento; nel secondo il 6 1/2 per cento; nel terzo il 5 1/2; nel quarto il 4; nel quinto il 2: per rimpiazzare dunque queste perdite, una buona parte della seconda categoria sarà chiamata sotto le armi, e così in parte è levato lo scrupolo al senatore Di Castagnetto.

COLLA. L'onorevole preopinante tende ad introdurre un nuovo principio nella legge. Non s'è mai applicato questo principio alla classe la quale è già stata assolta... (Interruzioni)

Io credo che non c'intendiamo: finora non si sono mai chiamati degli uomini dopo la dichiarazione di scarico finale. Le perdite degli anni successivi sono surrogate dalla nuova leva. Finora si è sempre fatto così...

COLLA, relatore. Avendo degli uomini disponibili, non sarà più necessario di fare una leva straordinaria. (Rumor ed osservazioni contemporanee da varie parti)

COLLA. Poichè ho la parola, mi permetto ancora un'osservazione.

Il ministro ha detto che la sua intenzione era di avere una armata di 90 mila uomini.

In conseguenza del saggio divisamento introdotto in questa legge, di ritardare di un anno la leva, avremo una coscrizione sempre disponibile almeno di 10 mila uomini, la quale ci rifornirà un esercito, per esempio, di 100 mila uomini. Io chiedo se noi potremo mai avere sotto le bandiere più di 100 mila uomini, e posto che li avessimo, se potremo noi mantenerli.

Io credo adunque ch'egli è un sottomettere i dieci mila (poichè il signor ministro vuole realmente 10 mila) a un divieto grave assai.

Del rimanente io divido totalmente l'opinione di quelli i quali credono che per avere buoni soldati bisogna averli non ammogliati e da lungo tempo sotto le armi; aggiungo che io vedrei con piacere che si facesse ritorno all'armata permanente, e, dico, che se quest'armata fosse meno numerosa, porto convinzione ch'essa renderebbe servigi molto maggiori di quelli che potrà rendere un'armata di 100 mila uomini, che non potremo mai avere in buono stato.

COLLA, relatore. La legge ha stabilito che questi uomini i quali sono lasciati in congedo assoluto siano a disposizione del Ministero. Ora nessuno può dubitare che il Ministero può disporre, ed io credo anzi che debba disporre per supplire alle mancanze che sono nei corpi.

E gran vantaggio è questo, perchè può accadere facilmente che il nostro paese si trovi in condizioni tali da dover avere i suoi reggimenti pienamente completi, senza pur venir domandando al Parlamento una legge di leva anticipata.

Una domanda di leva anticipata sveglierebbe timori, e farebbe nascere idee che si ponno facilmente evitare supplendo alle mancanze che sono nei reggimenti cogli uomini che stanno a disposizione.

Non è da temere che il Ministero possa di suo arbitrio aver modo di avere troppi uomini lasciati in congedo illimitato, perciocchè la legge del contingente che si ha da chiamare ogni anno deve essere presentata al Parlamento. Ora il Parlamento nel fissare il contingente degli uomini da chiamarsi, può benissimo dire al ministro della guerra proponente: invece di 10 mila uomini, sapendo noi che dovete render conto di 6, 8, 10 mila uomini che avete in congedo illimitato, potete servirvi di questi avendone a sufficienza.

Pertanto il Parlamento ha sempre in sé il mezzo di evitare che si faccia abuso di questa facoltà dei congedi illimitati a quelli che non hanno mai raggiunto le armi.

PRESIDENTE. Metto ai voti l'articolo 171, riservando di porre separatamente ai voti l'aggiunta proposta dal senatore Colli.

Chi approva quest'articolo voglia alzarsi.

(È approvato.)

Dimando se l'aggiunta che a quest'articolo vuol farsi dal senatore Colli è appoggiata.

(È appoggiata.)

Pongo ai voti l'aggiunta leggendola da prima. (Vedi sopra)

Chi approva quest'aggiunta sorga.

(Non è approvata.)

Articolo ultimo della legge:

« Art. 172 (171-172). In tutti i casi non preveduti nelle precedenti disposizioni di questo titolo, il disposto dalla leggi penali ordinarie si debbe applicare ai reati relativi alla leva.

« Le disposizioni delle stesse leggi concernenti l'applicazione delle pene e la loro esecuzione sono egualmente applicabili ai casi contemplati in questa legge. »

(È approvato.)

LA MARMORA, ministro della guerra. Domanderei la

parola per fare un articolo d'aggiunta, e pregherei il Senato a volervi assentire.

Questo si riferirebbe a quei volontari che possono prendere affidamenti e che sono contemplati nell'articolo 108 della legge ed avrebbero il carattere di disposizione transitoria per applicare i vantaggi di questa legge ai volontari che si trovano attualmente sotto le armi.

L'articolo che sarei per proporre trovasi così concepito:

« Le disposizioni contemplate all'articolo 108 saranno applicabili ai volontari che siano nell'armata alla promulgazione della presente legge. »

PRESIDENTE. Si propone dal ministro della guerra un articolo di disposizione transitoria così concepito. (*Vedi sopra*)

COLLA, relatore. Spiace alla Commissione di non poter acconsentire a quest'aggiunta. L'articolo 108 concede facoltà già assai larghe a coloro che si arruolano volontariamente, potendo essi mettere la condizione di poter venire in seguito collocati come assoldati, ossia di essere ammessi in surrogazione di alcuni altri. Per questi che si presentano volontariamente o pongono questa condizione, la cosa ha in sé una ragione, perchè senza di ciò non si arruolerebbero; invece lo estendere adesso questo favore a coloro che già si arruolano senza condizione, è un rompere il contratto che si è fatto. L'uomo che s'è obbligato a servire per otto anni senza nessun affidamento, verrebbe ora a liberarsi da quest'obbligo di servire ott'anni per proprio conto, chiamandolo a servire otto anni come assoldato in surrogazione d'un altro.

Io credo che non si possano paragonare gli uni cogli altri; e credo che l'uomo il quale ha fatto un contratto e si è obbligato per un certo tempo a servire senza altro compenso che la paga che gli dà il Governo, non può e non deve essere ammesso a riempire quelle condizioni per stabilirne altre tutte pecuniarie e lucrative.

LA MARMORA, ministro della guerra. Io credo che il senatore Colla nell'opporci all'accettazione di quest'articolo abbia toccato due punti, quello del merito e quello della legalità.

In quanto al primo punto, faccio osservare essere molto più meritevole quell'individuo, come ne abbiamo molti nella armata, che venne massimamente durante la guerra ad arruolarsi volontariamente senza nessuna condizione; quell'individuo insomma che ha due o tre anni di servizio, il quale presenta buona guarentigia per l'avvenire, trattandosi di ricominciare un servizio di otto anni, stante che se a questi viene permesso di percepire il premio di una surrogazione, è naturale che da quel momento faccia ancora otto anni di servizio e non si tenga conto dei tre o quattro anni che ha già fatto.

Perchè fare un tanto favore a un individuo il quale viene e dice al Governo: io vengo, ma prima mi pagherete? Perciò ripeto quanto già dissi pur ora, cioè che, secondo me, è più meritevole colui che viene senza condizioni, e specialmente in tempo di guerra.

Le mie idee a questo proposito vengono dall'aver trovato che esistono attualmente pressochè 200 carabinieri reali i quali hanno due o tre o quattro anni di servizio, e di ottimo servizio. Abbiamo inoltre 300 bassi ufficiali, e quando dico bassi ufficiali non comprendo i caporali. Ebbene, perchè non fare tale vantaggio a questi piuttosto che a chi non ha mai servito la patria nell'armata e che non si sa ancora cosa sia buono a fare?

Vediamo la cosa sotto il punto legale.

Io confesso che nella mia qualità di soldato son poco esperto

in materia di legge, e che perciò spero il Senato non vorrà ridere se non ripeterò appunto le parole dette dall'onorevole preopinante. (*ilarità*)

Ma io ho consultato un valente uomo di legge se la cosa si poteva fare, ed egli mi ha detto che questo si poteva considerare come un contratto bilaterale (è la prima volta che pronuncio questa parola) (*ilarità prolungata in tutti i banchi della Camera*), il quale, se vi è il consenso delle due parti, si può scindere. Questo è precisamente il consenso delle due parti, poichè quelli aderiscono a riprendere una nuova ferma di otto anni, il Governo aderisce di dare a questi individui la preferenza. Io credo adunque che il contratto bilaterale vi sia precisamente.

Prego perciò il Senato di prendere in considerazione quest'articolo, e mi permetto una piccola osservazione, ed è che se io avea fatta questa proposta con tutta la riserva, oggi ho motivo di sostenerla con maggior forza, poichè ho pure l'opinione di un distintissimo generale, che è il generale comandante il corpo dei reali carabinieri, il quale nel mandarmi la nota di questi circa 200 individui che sono in questa categoria, ha commendato moltissimo questa disposizione cui esso riguarda come una disposizione atta a favorire lo sviluppo ed il buon andamento di quel corpo sicuramente meritevolissimo.

COLLA, relatore. O gli arruolati di cui si tratta hanno ancora obbligo di prestare un lungo servizio, o questo servizio è breve. Se debbono ancora prestare lungo servizio, io non vedo ragione per cui ne debbano essere liberati al solo fine di procurar loro un guadagno col prezzo della liberazione; o la loro ferma è vicina al termine, ed allora si applica loro le articolo 109, col quale l'aggiunta proposta dal ministro sarebbe in aperta contraddizione.

L'articolo 109 dice:

« I sotto ufficiali, caporali e soldati a cui non manca più di un anno per compiere la loro ferma, ponno essere affidati di proseguire il loro servizio nella qualità di assoldati anziani purchè:

1° Non oltrepassino l'età di anni 53 alla fine dell'attuale loro ferma;

2° Siano di buona condotta;

3° Risultino idonei per fisica disposizione ad imprendere ed ultimare una nuova ferma;

4° Non siano ammogliati, nè vedovi con prole. »

Ora io dico: se a costoro manca più d'un anno non devono essere affidati. Se loro manca soltanto un anno, la disposizione è scritta nell'articolo 109.

Ammettere adesso un'aggiunta per la quale qualunque sia il tempo di servizio che hanno ancora da prestare siano ammessi ugualmente all'affidamento sarebbe contraddire apertamente alle disposizioni dell'articolo 109.

LA MARMORA, ministro della guerra. Credo che i motivi per cui io non vado d'accordo col senatore Colla siano perchè noi partiamo da due punti diversi. Il senatore Colla considera l'arruolamento volontario come soggetto ad una legge, ed io lo riguardo qual è stato finora. Sebbene questa legge comprenda gli arruolamenti volontari, pure fin adesso l'arruolamento volontario non era per niente soggetto alla legge: ed io non esito a dire che se fossero stati soggetti ad una legge, in più di una circostanza l'avrei violata. Perchè appunto gli arruolamenti volontari non erano soggetti ad una legge, i miei predecessori, senza eccezione, hanno liberato volontari senza nessun scrupolo di sorta. Così ho fatto io; dopo la guerra, secondo il principio di premiare i più meritevoli (poichè sono tali quelli che non mettono condizioni, in

confronto di quelli che ne mettono), ho mandato l'ordine che si liberassero tutti coloro che si erano arruolati durante la guerra coll'obbligo di rimanervi durante questa. Se l'arruolamento volontario fosse stato in addietro soggetto ad una legge, io non mi sarei mai arbitrato di addivenire a questa liberazione.

Da tutte le indagini operate mi risulta che gli arruolamenti volontari sono sempre stati incontrati e svincolati senza nessuna legge; ed io ho creduto di fare gl'interessi dell'armata e degl'individui operando nel modo che ho annunciato.

In vista adunque delle circostanze per cui questi volontari si trovano attualmente nell'armata, io prego il Senato di volere far loro il favore contemplato in questa legge all'articolo 108.

COLLA, relatore. L'onorevole signor ministro della guerra osserva che gli arruolamenti volontari non sono mai stati soggetti ad una legge. È facile il rispondervi.

La legge a cui gli arruolamenti volontari vanno soggetti è la legge del contratto.

Quando un uomo si presenta davanti all'autorità e si obbliga di servire per ott'anni, egli è certamente vincolato per questa obbligazione dalla legge generale alla quale ciascuno è obbligato a conformarsi circa i contratti che ha stipulato. Aggiungo ancora, che io ebbi l'onore di reggere il Ministero della guerra per 10 anni come primo ufficiale, e vi passai altri 10 anni come impiegato subalterno, non ho mai vedute sotto il Governo assoluto che si sia dato il congedo agli arruolati volontari, se non per la sopravvenienza, dopo l'arruolamento, di cause di gravissima importanza.

Prima era l'uditorato generale di guerra che faceva una proposizione; su questa proposta se ne faceva relazione al Re e poi al ministro, ed egli stesso per timore che l'uditorato generale di guerra fosse troppo facile, si assumeva l'incarico di prendere informazioni e riferire specialmente poi ogni cosa al Re perchè decidesse.

COLLA. Io volevo fare un'osservazione generale in appoggio della proposta del ministro della guerra, il quale vuole introdurre la facoltà della surrogazione dei volontari militari a preferenza dei volontari non militari. Mi sembra che questo sistema in generale si debba adottare, perciocchè in sostanza ci guadagna l'armata, ci guadagna il paese, in quanto che in luogo di un soldato ordinario si ha un soldato disciplinato ed istruito, e si lascia a casa chi è già uso alle fatiche dell'agricoltura o di un'arte o di un mestiere.

LA MARMORA, ministro della guerra. Io mi credo in dovere di dire ancora due parole in risposta al senatore Colla. Egli ha citato il tempo in cui era primo ufficiale al Ministero di guerra, e dice che in quell'epoca non si svincolavano facilmente gl'individui che avevano preso un arruolamento volontario. Io posso assicurare il senatore Colla che alcuni si svincolarono anche in quel tempo, e si svincolarono col parere dell'uditor generale di guerra: ora se questi aveva tale facoltà, credo non si dovesse riguardare come un'assoluta infrazione alla legge, perchè se questa l'avesse assolutamente impedito, credo che ancora col parere dell'uditor generale di guerra la cosa non si sarebbe potuta fare. Ma dapochè il senatore Colla non è più stato al Ministero, io lo posso assicurare che si è andato allargando questa facoltà, e che si è allargata per i forestieri, che si è allargata per quelli a cui cambiavano le circostanze di famiglia, e finalmente che si è allargata anche per coloro che cambiavano di vocazione.

Insomma, erano tanti gli esempi al Ministero di queste concessioni fatte dai miei predecessori, che io credetti, dopo

la guerra, di essere pienamente autorizzato a fare ciò che ho fatto, vale a dire di svincolare tutti coloro i quali si erano arruolati per la guerra.

Ho detto di aver consultato qualcheduno, e mi permetto di dire che ho consultato l'avvocato fiscale generale, che è appunto l'autorità che si consulta dal Ministero allorchè nasce qualche dubbio.

DI CASTAGNETTO. Desidererei che mi fosse permesso d'indirizzare solamente una questione al ministro della guerra per un dubbio che mi nasce, ed è se il favore concesso a questi volontari non induca poi un pregiudizio ad altri individui nel caso che il contingente dell'armata fosse diminuito, e che si dovesse poi surrogare con altri individui, e che questo favore imponesse l'obbligo di protrarre ad altri il tempo di stare sotto le armi. Questo è il solo dubbio che mi si presenta intorno alla disposizione che propone l'aggiunta alla legge.

LA MARMORA, ministro della guerra. Io posso assicurare il senatore Di Castagnetto che questo non pregiudica nè punto nè poco gli altri individui, che nessun individuo sarà chiamato di più. Momentaneamente è chiaro che mancherà qualche individuo all'armata, ma tutti sanno che queste oscillazioni vi sono sempre. Del resto io credo che questo farà sì che molti volontari verranno ad arruolarsi colla speranza di avere questo affidamento.

PRESIDENTE. Metto ai voti l'articolo transitorio proposto sul fine della legge dal ministro della guerra. Chi l'approva si alzi.

(Il Senato adotta.)

Benchè siamo giunti all'ultimo articolo della legge, non posso però dire che siamo giunti al termine di essa.

Il Senato rammenta che ieri ha deliberato di trasmettere alla Commissione lo studio di alcuni articoli ad aggiungere, i quali appartengono all'importante materia dei figli di sudditi nati all'estero, onde guarentire la loro iscrizione nelle liste di leva: quand'anche ciò non fosse, questa legge è talmente modificata o mutata in vari suoi articoli, che io non potrei esporla allo squittinio del Senato, senza presentargli dapprima un testo affatto corretto; in conseguenza la discussione di questa legge è trasferita a tempo indeterminato.

DEMARGHERITA. Domando la parola per osservare al Senato che sarebbe trascorso senza osservazione l'articolo 119 il quale, a mio senso, darebbe luogo ad un piccolo emendamento. Ivi s'inflette una pena a coloro che sarebbero autori di fatti in esso articolo occennati; ma questa pena che comprende il carcere e la multa è determinata (quanto a questa), e non lo è quanto al carcere. Negli altri articoli io vedo determinata e la pena pecuniaria e la pena corporale.

Io sottopongo al Senato questa osservazione onde veda se non sia il caso, quantunque l'articolo sia già stato votato, di determinare la durata del carcere, altrimenti mi pare che la legge sarebbe difettosa. Tenga ora il Senato di queste mie parole il conto che crede.

PRESIDENTE. La Commissione terrà conto di questa osservazione, purchè però essa non colpisca la sostanza dell'articolo, giacchè il medesimo essendo già votato, non si potrebbe più variare: se è un'aggiunta che si possa fare nel rivedere l'articolo si potrà aprire nuova discussione.

COLLA, relatore. Quando la legge non dice precisamente la durata della pena, s'intende sempre il *maximum* della medesima.

DEMARGHERITA. A me pare che il *maximum* sarebbe troppo.

PRESIDENTE. La Commissione vedrà cosa si debba fare;

intanto io propongo al Senato di voler radunarsi martedì al tocco per la disamina negli uffizi delle due leggi oggi presentate dal ministro delle finanze; e quindi alle ore 2 vi sarà seduta pubblica: prima per la discussione della legge sulla

Cassa di risparmi, di cui ieri si è udito il rapporto e che sarà distribuito nell'intervallo; secondo, per la relazione di petizioni che sono in pronto.

La seduta è levata alle ore 8 e 1/4.